

numéro 1 \* mars 2003 \*

le journal de la

# ClaaacG8!

**Convergence des luttes anti-autoritaires  
et anti-capitalistes CLAAAC G8 !**

**CONTRE  
LES SAIGNEURS DU MONDE  
LUTTE CONTRE  
LE G8!**

Supplément au Monde libertaire n° 1312



**TOUTES et TOUS à Angers  
les 25, 26 et 27 avril  
et à Evian du 28 mai au 3 juin 2003**

- agenda, contacts, matériel (page 2)
- guerre à la guerre! (page 2)
- édito (page 3)
- le G8, instrument de domination mondiale (pages 3 et 4)
- l'environnement c'est kapital! (pages 4 et 5)
- patriarcat et mondialisation (page 6)
- pour un Vaaag anti G8 (page 7)
- appel de la Claaac (page 8)

Journal édité par Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, Réseau No pasaran, Organisation socialiste libertaire, Syndicats CNT (interco 73, 42, 69, éducation 69) et coordonné par le Collectif anti G8 de Nantes

site internet: <http://www.claaacg8.org> - mail: [claaacg8@claaacg8.org](mailto:claaacg8@claaacg8.org)



**E**N VUE DES MOBILISATIONS d'opposition et de résistance au sommet du G8 qui se tiendra à Évian (Haute-Savoie) les 1, 2 et 3 juin 2003, mais aussi précédemment à Angers du 25 au 27 avril pour les questions spécifiques à l'environnement, des organisations libertaires et anarcho-syndicalistes (Organisation communiste libertaire, Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Organisation socialiste libertaire, No Pasaran et des syndicats de la Confédération nationale du travail) ont impulsé la création d'une **Convergence des luttes antiautoritaire et anticapitaliste contre le G8 (CLAAAC G8!)**.

**L**A **CLAAAC G8!** entend développer des perspectives alternatives de rupture avec les logiques capitalistes et autoritaires qui mettent en coupe réglée la vie quotidienne des populations partout sur la planète. L'objectif est simple: faire exister un pôle politique et syndical anticapitaliste, antiautoritaire, antipatriarcal et révolutionnaire qui soit autonome des courants réformistes, des ONG ou de tous ceux et toutes celles qui veulent simplement humaniser le capitalisme. À nous de nous démarquer par nos analyses, nos pratiques et nos initiatives afin de

prouver que les libertaires peuvent représenter une force non négligeable dans le contexte actuel.

**D**ANS LA PRATIQUE, la **CLAAAC** fonctionne sur deux niveaux: un niveau national/international où chaque organisation, collectif, syndicat signataires de notre appel participent afin de coordonner la campagne dans son ensemble et un niveau local avec la mise en place de collectifs liés à la **CLAAAC** qui regroupent sur une zone géographique les organisations mais aussi les individu-e-s qui souhaitent s'impliquer dans la **CLAAAC**. Ces collectifs s'occupent de relayer sur le terrain la campagne et d'élaborer des propositions pour les réunions de coordination nationale. Au plan local, des collectifs se sont déjà constitués sur plusieurs villes, départements ou régions. Alors si vous avez envie de participer à la mobilisation contre les saineurs du monde n'hésitez pas à rejoindre un collectif de la **CLAAAC**, à commander son matériel et à participer à ses différentes initiatives. Un second numéro de ce journal devrait paraître d'ici deux mois afin de faire le point sur l'avancement de la campagne et les différents rendez-vous de la mobilisation.

## ÉDITO

# LE G8: UN INSTRUMENT DE DOMINATION MONDIALE

**L**E G7 A ÉTÉ CRÉÉ EN 1975 par Giscard d'Estaing afin d'offrir un cadre de rencontre aux chefs des États les plus puissants pour discuter de façon informelle des questions financières et économiques. Il regroupait les États Unis, le Japon, la France, l'Allemagne, le Canada, le Royaume-Uni et l'Italie, soit l'alliance des principales puissances se trouvant du bon côté du rideau de fer. Ce n'est qu'en 1994 que la Russie rejoindra ce cercle très fermé.

Officiellement, le G8 se contente d'émettre des «recommandations». Or celles-ci sont mises en œuvre par les institutions internationales (comme le FMI et la Banque mondiale, dont les pays riches sont les actionnaires majoritaires) ou l'OMC, dominée, elle aussi, par les mêmes pays.

Le G8 est une institution «démocratique» au sens où il réunit des chefs d'états «élus». Est-il besoin de rappeler les mécanismes de la démocratie représentative: médias faiseurs d'opinion, chèque en blanc accordé aux candidats les plus démagos, impossible contrôle populaire sur les actions de ces mêmes «élus». En cela, le G8 n'échappe pas à la règle, et sans le mouvement dit «antimondialisation», bien peu d'entre nous auraient été informé-e-s du rôle et de la teneur des débats qui s'y déroule.

Bien qu'il s'en défende, le G8 est une instance du gouvernement mondial autoproclamé. Il est un exemple du processus généralisé

de concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'individus partageant une même vision du monde: OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération économique, qui regroupe les 29 pays les plus industrialisés), Banque mondiale, Fonds monétaire international, OMC (Organisation mondiale du commerce) et G8 fonctionnent d'un commun accord. Reconnaissons à ce cartel sa redoutable efficacité: concentration des richesses et de la puissance pour les uns, précarisation, pauvreté et répression pour les autres. Jamais les inégalités n'ont été aussi criantes: chaque jour, 100 000 personnes meurent de faim; dans quelques 70 pays, où vivent près d'un milliard de personnes, le niveau de consommation est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était il y a 25 ans; les 1 % des gens les plus riches ont un revenu égal à celui des 57 % les plus pauvres. En d'autres termes, moins de 50 millions de riches reçoivent autant que 2,7 milliards de pauvres! Jamais les attaques contre les bases de nos systèmes de solidarité sociale (éducation libre et gratuite, santé pour tou-te-s, retraites, eau potable etc.) n'ont été aussi agressives et concertées. Cette politique de casse sociale résulte directement des engagements pris en matière de concurrence économique. Quand le gouvernement Jospin ouvre le capital d'EDF (sommet de Barcelone) ou entreprend la privatisation des retraites (commission Charpin), c'est pour s'aligner sur les critères de convergence mis en place lors de ces réunions. Si la mondialisation des échanges (d'idées et de biens) découle

directement des facilités de communication qu'ouvrent chaque jour les nouvelles technologies, la répartition inégalitaire des richesses et la poursuite d'une politique productiviste sont des choix de société dont les responsables sont les élites politiques et économiques. Toutes ces décisions produisent des effets désastreux sur le plan social (précarisation de l'emploi, baisse du pouvoir d'achat et des minima sociaux...) et environnemental (marées noires, déforestation, hausse du trafic routier, pollutions diverses).

Pour maintenir la paix sociale, ces décideurs s'appuient sur des médias acquis à leur cause, puisque l'information est elle-même une industrie obéissant aux mêmes mécanismes. La télévision tirant l'essentiel de ses revenus de la publicité, elle n'est pas en position de laisser s'exprimer un point de vue hostile à la consommation frénétique. Heureusement, il reste le livre: or, en France les marchands d'armes détiennent 80 % du livre scolaire et 70 % de la distribution de livre.

Mais comme cela ne suffit plus, alors, le bras séculier de l'État est là pour remettre au pas les pauvres qui ne veulent pas le rester. En la matière, le G8 d'Évian ne manquera pas d'ajouter sa pierre à l'édifice blindé de la coopération policière. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, le gang des 8 jugera certainement opportun de prescrire un renforcement du pouvoir policier afin de resserrer son maillage autour des frontières du «monde libre». Rares sont ceux qui regrettent que les notions d'asile politique ou de

liberté de circulation soient ainsi évacués. Ces politiques anti-immigration font plusieurs centaines de morts tous les ans, servent les filières mafieuses qui s'engraissent sur le trafic d'individu-e-s et entretiennent les crispations identitaires.

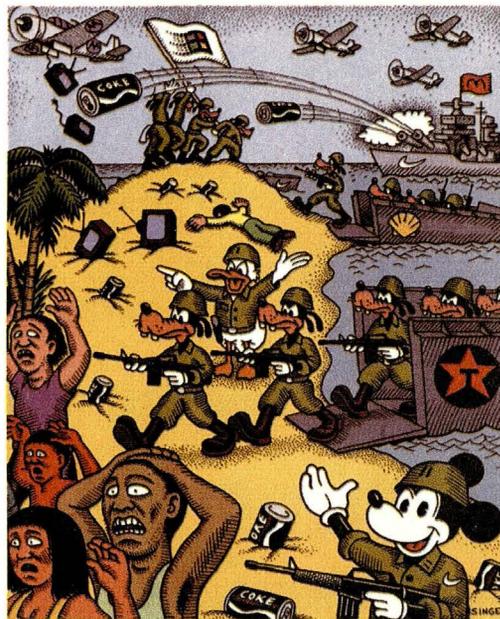
Les chefs d'États du G8 se retrouvent également au Conseil de sécurité de l'ONU ou au sein de l'OTAN. Parfois, leurs intérêts divergents ne leur permettent pas de parler d'une seule voix. Mais ces débats ont aussi l'intérêt de sauver les apparences « démocratiques » de ces état-majors dont le rôle est d'organiser la militarisation du monde et de défendre les intérêts économiques des multinationales.

Le G8 remplit donc une triple mission d'organisation de l'économie, des polices et des armées, et permet aux puissances en place de maintenir leurs emprises sur l'ensemble des populations.

Les mobilisations de masse organisées lors des sommets de ce gouvernement mondial obligent aujourd'hui « nos » dirigeants à changer de stratégie de communication. Il leur faut à la fois désarmer les critiques en intégrant la frange la moins radicale du mouvement et criminaliser les agissements les plus subversifs et offensifs. Tous les pouvoirs ont peur de l'action directe populaire, de l'autonomie du mouvement social, des modes de fonctionnement en rupture avec les logiques de pouvoirs (politique, économique, patriarcaux etc.). Car pour eux, toute contestation qui ne finit pas dans le champ

parlementaire et s'exprime différemment que par un bulletin de vote, est dangereuse.

Dans le même temps, ils tentent de nous « vendre » l'ouverture du prochain G8 aux pays « pauvres », proposant même des strapontins aux ONG « humanitaires » pour qu'elles assistent à certains débats. Même les ONG les moins revendicatives refusent aujourd'hui, pour la plupart, de leur servir de



cautions. Quand aux pays « en voie de développement » invités à Évian, ils seront bien sûr représentés par leurs ministres (et non par des syndicalistes ou des acteurs de la « société civile »). Lorsque l'on connaît les relations entre les élites du nord et celles du sud, les pressions qu'exercent les États du G8 sur la politique intérieure de beaucoup de

pays pauvres, que peut-on attendre de ces discussions ? Le G8 sera donc un G28 pendant une journée, on parlera, sous l'œil de la presse complaisante, des pays pauvres entre deux coupes de champagne, on se demandera comment les intégrer au modèle capitaliste dominant que nos responsables présentent comme « le plus court chemin vers le développement ». Mais c'est comme poubelles toxiques, réservoir de pétrole, de matières premières ou de main d'œuvre bon marché que ces pays sont invités à participer à la mise à sac du monde. Il ne suffit pas d'annuler la dette des pays pauvres pour que les populations accèdent à un niveau de vie meilleur. Pour notre part, ce sont aux luttes sociales menées dans ces pays et à celles et ceux qui les font vivre que nous nous intéresserons lors de nos rencontres anti-G8.

Ne cherchons pas dans la recomposition d'un nouveau parti de gauche une dynamique d'avancée sociale et de réflexion populaire. Ne cherchons pas dans un retour au keynésianisme, à la régulation étatique du capitalisme ou à la délégation de pouvoir, les moyens de notre émancipation. Nous les trouverons dans les pratiques alternatives qui rompent avec la logique capitaliste, dans les initiatives d'actions directes populaires qui remettent en cause les divers aspects de la domination.

Comme le capitalisme, le G8 ne se réforme pas, il doit disparaître car rien dans le projet qu'il porte n'est facteur de liberté ou de justice.

✘

## L'ENVIRONNEMENT, C'EST KAPITAL!

EN 2003, le bilan de santé de la planète peut nous pousser à un pessimisme certain. Il y a bien sûr à notre porte les marées noires à répétition, le trou d'ozone dans l'atmosphère, le réchauffement climatique et l'effet de serre, les déchets toxiques et autres dioxines, les nappes phréatiques imprégnées de nitrates, métaux lourds et autres substances chimiques, les espèces végétales et animales qui mutent au rythme des laboratoires génétiques, les maladies nouvelles. Évoquons la diminution des forêts tropicales, la disparition de nombreuses espèces animales, l'augmentation vertigineuse de la population mondiale avec l'aggravation des carences nutritionnelles et des difficultés de survie... L'origine commune à tous ces maux est l'activité humaine, et plus précisément son organisation par le système capitaliste.

En pleine récession économique des pays riches, avec des guerres ouvertes ou larvées,

le G8 environnement d'Angers du 25 au 27 avril a donc une fonction précise : affirmer que les dégâts environnementaux, causés par la recherche de rentabilité, seront sinon réparés, du moins limités par la perpétuation de cette même logique.

De droite, de gauche ou écologistes, les sept ministres regroupés autour de Roselyne Bachelot vont s'efforcer au-delà des intérêts nationaux respectifs, d'installer des contre-feux à l'inquiétude montante des populations. Ce G8 environnement abordera notamment les thèmes de l'énergie (relance du nucléaire) et du développement durable (nouvelle « tarte à la crème » des médias). Pour nous, révolutionnaires libertaires, ce sommet se gardera de poser la question centrale, celle de l'activité humaine qui, dans le cadre capitaliste, dégrade inexorablement l'environnement.

Contrairement aux propositions sociales démocrates, trotskystes ou de l'écologie

politicienne, nous affirmons que la problématique environnementale ne peut pas être dissociée de la question de la production socialement utile, décidée par les populations pour satisfaire leurs besoins réels. Ce journal n'a pas la prétention de développer toutes les facettes relatives à l'environnement. Mais les trois aspects abordés ci-dessous – l'énergie nucléaire et le maintien du programme français, le développement durable, l'utilité sociale du travail – esquissent une approche révolutionnaire de la question environnementale.

### Arrêt immédiat du nucléaire

C'est vers 2017 que le parc français devra être progressivement renouvelé... si l'option nucléaire est confirmée. Et elle le sera si aucun mouvement de grande ampleur ne se construit dans de brefs délais. Beaucoup estiment que c'est d'abord au projet EPR qu'il faut s'attaquer. Pourtant, sa réalisation est

peu probable: le parc français est en surcapacité, Siemens rechigne à participer à cette aventure et toutes les études laissent paraître qu'EPR ne sera absolument pas rentable. Serait-ce une centrale plus sûre? Non, ce n'est qu'une version modernisée de Chooz ou de Civaux, qui ont déjà connu de graves problèmes de sûreté. Vitrine pour l'exportation, alors? Pas plus, car le marché international du nucléaire est en pleine stagnation et il faudrait en fourguer une bonne dizaine pour rentabiliser le prototype. Ce qui paraît plus vraisemblable, c'est éventuellement la mise en chantier de quelques nouvelles centrales, mais surtout un vaste programme de prolongation de la durée de vie de celles existantes, soit faire du neuf avec du vieux en multipliant les risques, bien entendu.

Car c'est bien de risques dont il s'agit: celui d'une catastrophe majeure dont la probabilité - maintenant admise par les tenants eux-mêmes du nucléaire - devrait suffire à elle seule pour arrêter immédiatement le nucléaire... sans que notre société ne tombe dans le dénuement apocalyptique décrit par les nucléocrates. Certes, aucun moyen pour produire de l'électricité n'est sans risques et il faudra bien que, le plus vite possible et de manière décentralisée, soient utilisées des énergies renouvelables. Il faudra bien que très vite nos sociétés ne soient plus fondées sur le règne de la consommation mais sur celui de l'utilité. Mais en attendant, accepter que le nucléaire se prolonge un, deux, dix ou vingt ans est tout simplement criminel. Et c'est en plus un blanc-seing offert à tous les requins de la finance et de l'industrie pour qui seul le profit a un sens, les êtres humains n'étant là que pour le produire.

## Le développement durable: mystification et boniments

Le développement durable est la dernière potion à la mode que l'on tente de nous faire avaler. Aujourd'hui il est question de refuser le mythe du progrès et tout le fatras d'armes, de technologies... et de confort qui l'accompagne.

Ainsi donc, le «développement» pourrait être «durable». Il semble bien pourtant que si «nos» dirigeants, «nos» scientifiques et autres tenants du Progrès continuent de nous développer ne serait-ce encore qu'un demi-siècle, il ne restera pas grand-chose de la planète ni des êtres vivants qui l'habitent! Ou plutôt, le risque existe qu'il ne reste qu'une humanité nettement divisée en castes et sous-castes, qu'une planète à bout de souffle, avec des riches super-pollueurs rejetant sur les pauvres la responsabilité de la misère.

Nous ne reconnaissons pas le concept de «développement» qui est, en fait, le développement de l'individu Blanc, riche, de sexe masculin, jouissant de droits civiques, au

travail, etc. Quant à l'adjectif «durable», il implique le rejet *a priori* de toute révolution et, tout au contraire, la tentative de bien mesurer le développement afin qu'il soit «durable» et que les actuelles élites, surtout, se maintiennent au pouvoir. Le développement durable consiste ainsi à maintenir un équilibre précaire entre riches et pauvres, exploitation de la nature et protection de la biodiversité, trou d'ozone et réduction des émissions de carbone, production d'électricité nucléaire et inconvénients du style de Tchernobyl, etc. De façon à ce que les «masses» ne soient surtout pas tentées par l'«aventure» de l'opposition au développement qui est implicite dans la révolution, l'abolition des États, la liberté, la fraternité/sororité humaine. Cet équilibre subtil se fonde sur le pouvoir des experts, pouvoir que le développement durable garantit à long terme, car il faut être expert pour dire jusqu'où on peut faire fondre l'Antarctique et jusqu'à quel point on peut brûler l'Amazonie. Le développement durable est donc, en réalité, tout à fait profitable aux élites actuelles, économiques, politiques, financières et scientifiques.

Non seulement le développement durable est une position de repli des tenant-e-s de l'industrialisation et du Progrès, mais il est en même temps un outil offensif au service d'une politique de domination qui interdit de s'attaquer aux racines des problèmes. En ce sens, la critique du développement durable doit non seulement être une critique du Progrès, de l'industrialisation et du développement comme de la durabilité de ce monde-ci. Elle devrait être aussi une dénonciation sans merci des faux critiques: d'Attac au *Monde diplomatique*, du gourou Toni Negri aux écologistes façon Greenpeace. Ce que nous voulons est une critique radicale de l'existant, du réel, abolition de tout ce qui permet la perpétuation de l'ordre qui nous opprime.

## Qu'est-ce qu'un travail socialement utile?

On ne peut aborder les problèmes liés à l'environnement sans se poser la question de l'utilité de ce qu'une société produit, pour qui, et dans quels objectifs. Et avec quels dégâts collatéraux, tant sociaux qu'écologiques.

Si tous les esprits sains conviendront qu'une tonne de blé est plus utile qu'une bombe atomique, au-delà de cette évidence, nous entrons sur un terrain qui peut être miné si on n'y prend pas garde. Qui déciderait de ce qui est utile ou inutile? Les États? Un gouvernement mondial? Les intellectuel-le-s? Les scientifiques? Les entrepreneurs? Il n'en est évidemment pas question!

Tout le monde doit-il consommer les mêmes choses? Il y aurait là un arrière goût de totalitarisme, une façon toute bureaucratique

de dresser la liste de ce qui est utile ou de ce qui ne l'est pas; une soumission collective à un ordre moral de mauvais aloi ou à des impératifs nationaux dissimulés.

Et pourtant, tout le monde est conscient que l'envahissement du consumérisme n'est pas le produit de décisions collectives démocratiquement décidées, mais bien un impératif pour le capitalisme qui doit faire passer le développement pour du mieux être; que nous n'avons aucune prise ni aucun avis à donner sur ce qui devrait être produit en priorité, sur ce qu'il serait bienvenu d'abandonner.

En fait l'utilité sociale, l'utilité de ce qu'on produit, est d'abord un problème politique. Autrement dit: «On veut vivre comme ça et on s'en donne les moyens», et non le contraire: «on produit d'abord et on verra ensuite». Le capitalisme a sacralisé la production au point que c'est le processus productif qui détermine nos rapports sociaux, nos envies, nos désirs. Et c'est précisément cela dont nous ne voulons plus!

Mais qui, «nous»? Nous entrons là de plain-pied dans la définition de la, ou des, collectivités humaines. Pas cette communauté mondiale et abstraite qui n'existe qu'au travers des médias et du capital, mais celles, en chair et en os, faite de rapports de proximités, de connaissance de son environnement, celles qui permettent d'envisager la démocratie directe. Celles entre lesquelles peuvent se construire des rapports de solidarité et d'égalité, et non de haine, de guerre et de concurrence, comme cela se produit lorsque la collectivité a été détruite; car le problème est bien que la primauté de l'économie sur le politique (au sens noble) déstructure perpétuellement les communautés humaines, y compris celles que le système a lui-même créé, atomise les individu-e-s, et laisse le champ de la communication, des interactions et des décisions aux différents pouvoirs.

Parler d'utilité sociale renvoie donc au territoire, au communautaire, au collectif, au «maîtrisable», autant dire à tout ce dont nous sommes dépossédé-e-s dès que nous en saisissons un morceau.

Un travail utile le sera, non pas au nom d'une morale ou d'intérêts supérieurs, mais sera celui d'une communauté humaine donnée, dans un lieu et un temps donnés, qui aura décidé, pour fonctionner comme elle l'entend, de produire ceci ou cela. Une communauté qui saura calculer le pour et le contre de tel effort humain (le travail) en fonction des répercussions que cette production peut avoir sur l'organisation sociale et non en fonction du marché et du prix de la production.

Autrement dit, l'économique sera là seulement pour permettre d'approcher les choix politiques et sociaux préalablement définis.

✘

# PATRIARCAT ET MONDIALISATION

**D**ANS LE MONDE ENTIER, bien qu'à des échelles différentes et sous des formes très diverses, les femmes vivent une oppression liée au seul fait d'être femme. Une des conséquences elle aussi mondiale de cette situation, c'est que les femmes travaillent gratuitement une grande partie de leur temps sans que cela soit considéré comme une injustice.

Le travail dit domestique – mais qui pour les femmes paysannes englobe toute une série de travaux agricoles non payés – sert au niveau mondial les intérêts des hommes, mais également ceux de l'économie capitaliste qui s'appuie sur l'exploitation domestique des femmes pour mieux imposer ses politiques néo-libérales. Le travail gratuit et sous-payé des femmes permet notamment à l'économie capitaliste de limiter les services publics pour faire reposer ces tâches sur les femmes et de multiplier les emplois précaires aux bas salaires destinés en priorité aux femmes.

Dans les pays du Sud, l'exploitation des femmes est d'une violence particulièrement intense et met directement en jeu leur survie. Elles y sont doublement discriminées, d'une part en tant que femmes, d'autre part en tant que Noires, Indiennes ou Métisses. En s'appuyant ainsi sur le racisme et le sexisme, la mondialisation renforce les rapports Nord-Sud inégalitaires, intensifie l'exploitation et la pollution des pays du Sud, cherchant à créer indéfiniment de nouveaux marchés et de nouveaux profits.

**Les femmes sont la moitié de la population**

- 80 % des pauvres sont des femmes
- Les femmes réalisent les 2/3 des heures de travail
- Elles reçoivent 1/10 du revenu mondial
- Elles possèdent moins de 1/100 de la fortune mondiale
- 2/3 du travail effectué par les femmes dans le monde est gratuit

La mondialisation élimine tout droit fondamental à l'alimentation, à l'eau, à la santé,

au logement et à l'éducation, en particulier pour les femmes du Sud où il n'existe généralement aucun filet social. Face à la misère, les femmes sont les dernières à manger, à se faire soigner ou à fréquenter l'école.

La mondialisation, qui détruit les services de base, fait reposer sur les épaules des femmes la satisfaction tant bien que mal de ces besoins dans les régions rurales. Par exemple, ce sont les femmes qui doivent aller chercher l'eau ou le bois à des kilomètres, ou trouver dans la nature des substituts d'aliments (racines, herbes sauvages,...) pour que la famille puisse survivre.

La mondialisation réduit les services publics à néant dans les pays du Nord et ce sont les femmes qui assument gratuitement les anciennes responsabilités de l'État, comme le soin aux personnes âgées.

La mondialisation pollue et met en danger la santé des femmes dans les communautés rurales au Sud, car elles sont fréquemment en contact avec l'eau contaminée des rivières pour réaliser les travaux domestiques.

La mondialisation pille les ressources naturelles et s'approprie les savoirs ancestraux des femmes du Sud qui, dans les régions rurales, savent souvent soigner avec des plantes.

La mondialisation précarise l'emploi de manière généralisée au Nord, en attribuant toujours aux femmes les emplois les plus mal payés et les plus astreignants comme le travail sur appel.

La mondialisation détruit les économies locales au Sud et produit la migration forcée des femmes paysannes et leur exploitation dans des travaux particulièrement pénibles et dangereux comme la vente ambulante, la prostitution ou l'esclavage domestique.

La mondialisation permet aux multinationales d'exploiter la main d'œuvre féminine bon marché et corvéable à merci au Sud, notamment dans les maquiladoras qui produisent pour l'exportation (textile, électronique, agro-industrie,...), qui ne remplissent aucun besoin local, détruisent l'environnement et interdisent le syndicalisme.

La mondialisation renforce la violence physique et sexuelle contre les femmes, notamment parce qu'elle justifie de plus

amples interventions policières et militaires qui, par leur caractère intrinsèquement sexiste, agressent les femmes en particulier.

Luttons conjointement contre le patriarcat et la mondialisation !

- Pas de révolution féministe sans justice sociale !
- Pas d'autogestion sans abolition de l'oppression des femmes !
- Pas d'égalité sans en finir avec le racisme !

**Révolution anarcho-féministe !**

\* **Infokiosk Féministe**, c/o Espace autogéré, César-Roux 30, 1005 Lausanne

\* **Les Casse-Rôles**, CP 275, 1000 Lausanne 17



**L**ES LOGIQUES du processus de globalisation capitaliste reproduisent et renforcent la domination patriarcale de par le monde. L'analyse critique de ces logiques permet d'en souligner les conséquences dramatiques pour la situation des femmes dans le monde. D'une part, dans les pays industrialisés où les femmes assurent la majorité de « l'intendance » nécessaire au bon fonctionnement et à la production du capital, autant par leur travail salarié que par leur travail domestique qu'elles ont encore très largement à leur charge. D'autre part, les rapports nord/sud et le dispositif mis en place par les politiques du système de Bretton Woods, principalement géré par les institutions internationales ONU, FMI, Banque mondiale ont des répercussions plus que néfastes pour les femmes vivants dans les pays pauvres. En effet, sous couvert de leur « bonne gouvernance » et leur programme de « développement », la prise en charge de ces institutions se révèle catastrophique pour la condition des femmes localement (« tourisme sexuel », contrôle des naissances, endettement des femmes via les microcrédits...).

De plus, l'institutionnalisation des programmes politiques vis-à-vis des femmes (assurée principalement par l'ONU et les ONG) a pour conséquence la dépolitisation du mouvement féministe local et la perte de son autonomie conceptuelle et organisationnelle, ce qui, de fait, anéantit sa radicalité et sa potentialité transformatrice.

Enfin, il est important de mesurer les effets, de la globalisation sur la précarisation massive d'une grande partie de la population mondiale, les femmes, les plus touchées qu'elles vivent dans les pays pauvres ou les pays riches.

# POUR UNE V.A.A.A.G ANTI G8

## Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres

**N**OUS VOULONS RÉALISER lors du sommet du G8 à Évian un village anticapitaliste, alternatif, anti-guerres et antimilitariste. Dans ce village, nous voulons allier rencontres et débats politiques, convivialité et expériences culturelles (théâtre, musique, vidéos...) : « La lutte oui, la fête aussi ». Nous voulons que ce village soit l'expression de la parole des sans-voix, en rupture avec les mouvements institutionnels afin d'inventer d'autres voies possibles par la pratique d'un monde libre et autogéré. Le village VAAAG reflétera une multiplicité d'initiatives démontrant par l'action ce qui anime celles et ceux pour qui « Résister, c'est créer ! ».

Les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin va se dérouler le sommet des huit puissances qui dirigent le monde (G8). Avec la montée en puissance des manifestations contre la globalisation capitaliste et après l'assassinat de Carlo Giuliani à Gênes en juillet 2001, les huit plus grands prédateurs ont décidé d'organiser leurs festivités dans des coins reculés, protégés par des bataillons de flics et de militaires en tous genres.

Cette année, la France les accueille dans la ville d'Évian, ville au bord du Lac Lemman retranchée derrière les montagnes de Haute Savoie. Les classes dirigeantes au travers du G8 et des différentes institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale s'arrogent le droit de diriger le monde au nom du sacro saint Capital. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le discours est le même : extension de l'économie de marché à tous les domaines de nos vies. Les conséquences pour nous sont toujours les mêmes : la misère, la répression et la guerre.

Depuis plusieurs années les mobilisations s'amplifient pour contrer les saigneurs de ce Monde. Pour nous, lutter contre le G8, ce n'est pas quémander un aménagement « humain » du capitalisme ou sa régulation/taxation par les États, mais bien promouvoir un autre type de société où les rapports humains ne seraient pas basés sur une logique de profit et de domination.

De par le monde les dégâts humains et écologiques ne cessent de croître. La guerre devient le seul recours face aux maux économiques et sociaux auxquels le système ne peut plus répondre : guerre extérieure, encore nommée guerre contre le terrorisme, ou guerre intérieure contre les pauvres. Au Sud

comme au Nord, cette pauvreté est la conséquence de la précarisation de l'ensemble des conditions de vie et de travail, de la privatisation de l'ensemble des services sociaux (santé, éducation, eau, transports), des logiques du tout profit et de l'argent facile, de l'exode - dans les pays du Sud, au Nord le « travail » étant accompli - du aux logiques de marchandisation (OGM entre autres) et de la mise sous tutelle par les trusts agro-alimentaires des populations rurales... Pour maintenir la « paix » civile - nommé par euphémisme cohésion nationale - les États et les empires développent des arsenaux militaires et sécuritaires encore jamais égalés. Dans la novlangue on ne dit plus que l'on attende aux libertés et aux droits de l'homme mais : On sécurise. On ne dit plus : On empêche les pauvres de prendre les transports publics mais : On lutte pour de meilleures conditions de voyage pour les clients ! On ne dit pas « les étrangers pauvres dehors » mais on gère humainement le flux d'arrivées en rapport avec les besoins de main-d'œuvre, etc. La peur entretenue a pour effet de déresponsabiliser les individus-e-s, de faire éclater les liens de solidarités, et faire que chacune et chacun cherche dans un pouvoir fort une réponse aux questions posées par la globalisation capitaliste.

Mais les résistances se multiplient et s'organisent. Car c'est bien par la lutte, l'action directe et de nouvelles solidarités que les exploités et les dominés inverseront les rapports de force. C'est bien en mondialisant les luttes que les multinationales et les États ne pourront plus faire de l'Autre, de l'Étranger le bouc émissaire des situations qu'ils créent par leur politique économique et sociale. Car les délocalisations, les pavillons de complaisance, les exploitations des forêts tropicales, l'exportation des usines polluantes dans les pays du Sud, l'exploitation humaine, etc. ne sont pas le fait du hasard ou du « pas de chance », mais de la logique du profit qui est la seule raison d'être du capitalisme et du libéralisme, comme on peut le voir par ailleurs avec la marchandisation du vivant, de l'éducation et de la culture.

Sans justice, pas de paix ! De nombreux gestionnaires économiques et politiques se mettent à rêver que la lutte des classes n'est plus qu'un souvenir, que celles et ceux qui subissent la loi des classes dirigeantes doivent continuer à courber l'échine et se contenter du Charity business pour ne pas crever... La reprise en main par les

exploité-e-s de leur sort, leur capacité à définir d'autres voies que celles d'une croissance indéfinie et destructrice de la nature, d'un travail hiérarchisé et basé sur de multiples dominations - entre les peuples, entre les hommes et les femmes, sur la nature, sur les enfants, etc. -, la remise au goût du jour de l'autogestion et de l'appropriation des moyens de production pour la satisfaction du plus grand nombre et non d'une minorité, seront pourtant les seuls moyens pour contrer les forces belliqueuses, intégristes, national-populistes ou libéralo-sécuritaire qui se développent dans le monde

Depuis plusieurs années, la résistance n'est pas seulement une contestation de l'ordre - ou désordre - établi, mais la recherche d'alternatives aux différents modèles proposés - même par certains des anti-mondialisation. Il y a la volonté de créer d'autres espaces possibles contre toutes les formes de domination (patriarcale, économique, sociale, culturelle, nationale, militaire, autoritaire...), et c'est en cela qu'il nous semble intéressant de proposer la réalisation d'un village qui soit à la fois :

- un espace autonome de réflexion et d'actions qui permette l'expression politique et surtout l'affirmation de nos propositions d'alternatives. L'action étant le reflet de la mise en place d'actes de désobéissance et/ou de résistance et d'alternatives concrètes, de pratiques antiautoritaires, de démocratie directe et d'autogestion.

Nous voulons que ce lieu, au-delà de la visibilité nécessaire, soit aussi un espace d'expérimentation sociale et politique en rupture avec le capitalisme, les formes politiques de représentation classique et/ou institutionnelles ;

- un lieu autonome qui puisse devenir un véritable espace de convergence des résistances à la mondialisation capitaliste où la possibilité est donnée à différents axes ou stratégies de luttes d'être représentés et de s'exprimer (occasion pour tisser des liens entre différents individus, groupes, réseaux et associations).

✘

**VAAAG**  
21ter, rue Voltaire, 75001 Paris  
tél : 06 11 29 02 15  
mail : [vaag\\_paris@no-log.org](mailto:vaag_paris@no-log.org)  
site internet : <http://www.vaaag.org>

# CONTRE LES SAIGNEURS DU G8!

**L**E G8 impose un ordre mondial au profit d'une minorité richissime et au détriment d'une immense majorité d'individu-e-s asservi-e-s et opprimé-e-s. Nous pensons qu'il doit exister entre les êtres humains des rapports autres que marchands, de domination, d'aliénation ou d'exploitation.

La pollution, les gâchis des ressources naturelles, les écarts de richesses sont de plus en plus catastrophiques. La globalisation se traduit par une dégradation des conditions de vie, de travail et par un contrôle social renforcé. Le patronat, avec le soutien des États, prend l'offensive: destruction des services publics, régression du droit du travail, précarisation, flexibilité, licenciements, casse des acquis sociaux (sécurité sociale, retraites...).

Ce système capitaliste ne peut pas être réformé, car il conduit inéluctablement à ces effets. La rupture avec le capitalisme est à nos yeux la seule voie possible pour empêcher une catastrophe économique, humaine et écologique.

## Le capitalisme c'est la guerre

La guerre est un état permanent de la société, presque tous les domaines de la vie sociale sont soumis à la logique de la militarisation. Les lobbies militaro-industriels se servent du prétexte du terrorisme pour intensifier la guerre mondiale contre les pauvres, les exploité-e-s et toute forme de résistance à l'ordre capitaliste. Ils sont un des principaux moteurs de ce système. Si nous voulons stopper la machine de guerre, il faut nommer, bloquer et attaquer ses responsables, ses logiques et ses structures. Au service des États et des capitalistes, l'armée réprime les luttes sociales et impose un ordre mondial qui

opprime les peuples (Argentine, Algérie, Chine, Tchétchénie, Irak...).

La militarisation et la marchandisation de la société et des individu-e-s induit des rapports entre les personnes marquées par les inégalités, l'entrave des libertés fondamentales et l'oppression patriarcale. Les logiques capitalistes provoquent, en particulier, une globalisation et une régression de la situation des femmes dans le monde comme la précarisation massive, la marchandisation des corps ou la perte d'autonomie.



Le fait de circuler dans notre monde est réservé à celles et ceux qui en ont les moyens. Bien sûr pour les gens du Sud, les forteresses du Nord (Europe ou USA) ont des barrières à franchir quel'en soient les coûts humains: morts, racisme, discrimination etc. Ceux et celles qui arrivent à franchir les frontières, qui divisent les exploité-e-s et sont l'expression des nationalismes, vont devenir de la main d'œuvre surexploitée au plus grand bénéfice du patronat et des mafias (en particulier pour les personnes qui se prostituent). Mais

dans les pays du Nord, la mobilité est aussi réservée à celles et ceux qui peuvent payer.

## Autogestion, action et démocratie directes contre les États et le Capital

Faire entendre notre voix nous paraît d'autant plus nécessaire que, à la différence de beaucoup, nous remettons en question non seulement les effets mais aussi les causes de la globalisation: le capitalisme, ainsi que l'étatisme et le parlementarisme qui enferme les populations sous une tutelle les empêchant de disposer d'elles-mêmes, les asservissant à travers le salariat, la police et la magistrature, mais aussi en favorisant toutes les formes d'aliénation, religieuses, sexistes, racistes ou homophobes...

À un niveau jamais connu durant ces dernières années, se développent des expériences d'auto organisation et d'action directe, de refus de plus en plus lucide et conscient de la délégation de pouvoir et des voies étatiques ou institutionnelles du changement social.

Nous pensons que ces mouvements peuvent converger sur ces trois éléments fondamentaux:

- le refus de la délégation de pouvoir et notamment de la voie étatique du changement social;
- l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement social sur des bases anti-autoritaires;
- l'action directe révolutionnaire et la désobéissance sociale.

En effet, la lutte des classes n'est pas morte! Seule la lutte collective, dans nos lieux de travail et de vie, peut permettre la construction d'une force d'opposition réelle à l'offensive capitaliste.

✱ *Claaac G8*

*Les organisations signataires s'engagent à tout mettre en œuvre pour participer à la campagne anti-G8, aux collectifs et initiatives locales et régionales, au village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (VAAAG) ainsi qu'à la participation au cortège noir et rouge dans les manifestations de masse, à l'initiative «feu au lac» et à une initiative pour l'ouverture des frontières, le tout dans le cadre et les orientations du texte ci-dessus.*

**Premières organisations signataires:** *Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, Organisation socialiste libertaire, Réseau No pasaran, Syndicats CNT (interco 73, 42, 69, éducation 69)*

**CLAAAC G8**  
c/o La plume noire,  
19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon  
mail: [claaacg8@claaacg8.org](mailto:claaacg8@claaacg8.org)  
site internet:  
<http://www.claaacg8.org>